



Le 10 janvier, à Paris, Léon Deffontaines, lors du lancement de la campagne pour les européennes. PHILIPPE LABROSSE/DIVERGENCE

Léon Deffontaines veut reprendre la main sur l'UE

EUROPÉENNES L'ancien dirigeant des Jeunes communistes a présenté plusieurs des membres de la liste qu'il conduira en juin. Y figurent les syndicalistes Sigrid Gérardin et Marylène Faure, les élus Emmanuel Maurel pour GRS, Samia Jaber pour l'Engagement, Hélène Bidard, Fabien Roussel et André Chassaigne pour le PCF.

L'enfant de la Somme, Léon Deffontaines, part en campagne pour les élections européennes. Il a présenté certains de ses colistiers, mercredi, au siège du PCF. « Mon département est le deuxième à avoir le plus voté contre le traité constitutionnel européen en 2005, à 67 %, a rappelé l'ex-dirigeant des Jeunes communistes. C'est un département qui, peut-être avant tout le monde, savait les conséquences de la construction libérale de l'Union européenne (UE) sur l'emploi, l'industrie... » Léon Deffontaines, 27 ans, « fait partie de cette génération de moins de 35 ans qui n'a jamais eu son mot à dire sur la construction européenne », faute de consultation sur le sujet.

« COMBATTRE LES MÉFAITS OCCASIONNÉS PAR LES TRAITÉS »

Il propose à ceux qui n'ont jamais été consultés, à « ceux qui ont voté contre le traité constitutionnel européen » et aux 52 % de Français qui n'ont plus confiance dans l'UE de « reprendre la main ». Un slogan qu'il décline. Il souhaite « reprendre la main sur notre alimentation » par une réorientation de la politique agricole commune qui permette de restaurer une souveraineté alimentaire. Il fustige le marché européen de l'énergie qui indexe

LES PREMIERS CANDIDATS ET CANDIDATES

Sigrid Gérardin Syndicaliste FSU dans l'enseignement professionnel



Une candidature dans la logique de son parcours de professeure en lycée professionnel depuis 2002 et de syndicaliste à la FSU ? Pour Sigrid Gérardin, c'est évident. « J'ai participé à toutes les luttes dans l'éducation nationale et la fonction publique », rappelle la candidate de 54 ans, qui figurera parmi les premiers sur la liste conduite par Léon Deffontaines. « L'Europe telle qu'elle est construite contraint les pays membres à mettre en place des budgets austéritaires, rappelle-t-elle. Les conséquences sur nos services

publics, je les vis tous les jours depuis plus de vingt ans. » Franchir le pas de cette candidature pour poursuivre le combat à l'échelle de l'Europe est donc une suite logique à ses engagements. « Je n'avais jamais vraiment envisagé de m'engager politiquement, nuance-t-elle. Mais la diversité et l'originalité de cette liste m'ont donné envie de me lancer. Notamment parce qu'elle articule les préoccupations fortes des Français avec les politiques européennes. » Et son expérience de syndicaliste dans la principale fédération de l'enseignement lui a permis de travailler avec des responsables politiques. « On a besoin de perspectives politiques en tant que syndicalistes si on veut que les revendications du monde du travail se mettent en place quand les lois sont votées. »

Emmanuel Maurel Député européen, fondateur de GRS



Élu au Parlement européen, il est déjà membre du groupe The Left (ex-GUE) et du Parti de la gauche européenne. Emmanuel Maurel est candidat sur la liste conduite par Léon Deffontaines. Fondateur et dirigeant de la Gauche républicaine et socialiste, cet ancien socialiste a soutenu la candidature de Fabien Roussel lors de la présidentielle de 2022. « Nous avons toujours défendu la souveraineté énergétique, industrielle, le made in France. Ce sont des thèmes largement portés par cette liste », salue cet enseignant de profession.



Léon Deffontaines (au centre) a fustigé le marché européen de l'énergie qui indexe les prix de l'électricité sur ceux du gaz en Allemagne. PHILIPPE LABROSSE/DIVERGENCE

les prix de l'électricité sur ceux du gaz allemand. Il prône, là aussi, une reprise en main et une réindustrialisation. Autant de manières de recouvrer la souveraineté populaire.

La liste de rassemblement qu'il conduit comprendra des syndicalistes. Sigrid Gérardin, responsable nationale de la FSU, en charge des lycées professionnels, a fait le choix « d'entrer en politique » pour poursuivre son combat de protection des « biens communs » que sont les services publics. « On éprouve au quotidien les règles budgétaires qu'impose l'UE, qui restreignent l'investissement public et sont profondément injustes », dénonce-t-elle. Marylène Faure, défenseuse des droits des salariés dans le secteur

de l'énergie, s'engage, elle aussi. Elle souhaite « voir le paysage politique évoluer dans les prochains mois ». Dans son secteur, elle a « combattu les méfaits occasionnés par les traités européens ».

NI LA LISTE NI L'ORDRE DES CANDIDATS NE SONT ENCORE FINALISÉS

Dans un contexte où 12 millions de Français sont en situation de précarité énergétique, elle appelle à reconstruire « un service public de l'énergie au service des populations » qui voient sans cesse les prix augmenter.

Le PCF apportera des personnalités identifiées sur certains sujets clés. Son secrétaire national, Fabien Roussel,

y contribuera avec sa forte popularité. Il entend mettre au cœur de la campagne « la vie chère, les salaires ». « L'UE agit sur la formation des salaires, cela va être l'occasion pour nous de dénoncer la concurrence libre et non faussée », explique-t-il, souhaitant aussi reprendre la main sur la Banque centrale européenne, dont les taux d'intérêt « écrasent l'économie ».

Adjointe à la maire de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes, Hélène Bidard veut croiser le fer contre la pédocriminalité. Pour cela, elle fait le constat qu'il faut « responsabiliser les Gafam » (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft). Elle compte aussi « dévoiler la réalité des positions du Rassemblement national contre les droits des femmes ». Le président du groupe de la Gauche démocratique et républicaine à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, s'engage à défendre une agriculture paysanne face aux traités de libre-échange.

Le PCF n'est pas seul à participer à l'aventure. Emmanuel Maurel, fondateur de la Gauche républicaine et socialiste et député européen sortant, rejoint la liste, séduit par l'idée de « reprendre la main ». Il souhaite poursuivre son combat contre les accords de libre-échange et pour défendre « l'exception culturelle menacée par les plateformes états-uniennes ». Samia Jaber représentera l'Engagement, le parti de l'ancien ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, qui soutient la liste de Léon Deffontaines. Elle est élue de Belfort, siège d'Alstom et General Electric. « Ce territoire est un des symboles du renoncement industriel », explique-t-elle, souhaitant voir un sursaut en la matière.

La campagne mettra l'accent sur la vie chère et les salaires.

Ni la liste ni l'ordre des candidats ne sont finalisés. Les noms des 81 colistiers seront soumis au vote des adhérents PCF début février. L'équipe devra se faire une place à gauche. Léon Deffontaines défendra sa « singularité ». Selon lui, « le peuple de gauche contre le traité constitutionnel européen de 2005 ne se mobilisera pas s'il n'y a pas une liste qui porte autre chose que le projet fédéraliste des écologistes ». Autre pomme de discorde : la place du nucléaire dans le mix énergétique. « Nous avons une vision différente de la manière d'atteindre la neutralité carbone », insiste-t-il. La liste s'opposera également aux nouveaux élargissements programmés à l'Ukraine, à la Géorgie et la Moldavie, pays où le salaire minimum est extrêmement bas (de 50 à 150 euros mensuels). « Cela mettra en concurrence nos agriculteurs et travailleurs », alerte Léon Deffontaines qui veut, au contraire, faire vivre la solidarité. ■

GAËL DE SANTIS

LES PREMIERS CANDIDATS ET CANDIDATES

Hélène Bidard Adjointe PCF à la maire de Paris



Adjointe à la maire de Paris en charge de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation, Hélène Bidard entend porter une « voix singulière » au Parlement européen : celle d'un « féminisme à vocation universaliste », étendu à la lutte des classes avec la bataille pour l'égalité salariale. L'Europe est un terrain que cette élue communiste de 42 ans connaît déjà bien. Hélène Bidard est membre de l'exécutif du Parti de la gauche européenne, au sein duquel elle travaille au renforcement des liens avec les autres organisations qui en sont membres.

Marylène Faure Syndicaliste CGT dans l'énergie



Syndicaliste à la fédération des mines et de l'énergie de la CGT, Marylène Faure sera une voix prépondérante sur la liste conduite par Léon Deffontaines. Ses engagements professionnels et syndicaux l'ont amenée à se porter candidate pour soutenir les questions énergétiques dans la campagne, alors que les factures ne cessent de grimper. « Je défends la souveraineté énergétique, la relocalisation des activités sur les territoires, le mix nucléaire-énergies renouvelables », explique la candidate de 51 ans, qui rappelle que « la France compte 12 millions de précaires énergétiques » et que toute une transition reste à opérer.

Samia Jaber Une élue engagée contre la désindustrialisation



Conseillère municipale à Belfort et conseillère départementale, Samia Jaber est une élue marquée par « les trahisons » qui ont provoqué la désindustrialisation dans sa région. « L'industrie, c'est mon cheval de bataille pour cette campagne des européennes », confirme la candidate membre du mouvement L'Engagement, fondé par Arnaud Montebourg. De son expérience, celle qui a été membre du cabinet de Jean-Pierre Chevènement loue la mobilisation des syndicats, dont certains ont repris des entreprises menacées de fermeture. ■

DIEGO CHAUVET